

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 17

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois-cadre comportant des règles minimales relatives à la définition des incriminations et des sanctions:

- dans des domaines de criminalité particulièrement grave ~~et qui revêtent~~ **revêtant** une dimension transfrontalière **qui résulte** du caractère ou des incidences des infractions, ou **justifiant** d'un besoin particulier de les poursuivre en commun. Ces domaines de criminalité sont les suivants:

le terrorisme, la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique, et la criminalité organisée.

En fonction des développements de la criminalité, ~~le Conseil, statuant à l'unanimité et après avis conforme du Parlement européen, peut identifier~~ **le Parlement européen et le Conseil peuvent, conformément à la procédure législative, identifier** d'autres domaines de criminalité ~~qui remplissant~~ les critères visés au présent tiret ~~peuvent être identifiés~~ ; **le Parlement européen et le Conseil statuent en l'espèce à une majorité qualifiée renforcée (à déterminer).**

- dans des domaines de criminalité portant atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, lorsque des sanctions pénales s'avèrent indispensables pour assurer une mise en œuvre efficace de cette politique.

Explication éventuelle :

L'amendement vise à simplifier la définition générale des domaines dans lesquels un rapprochement des incriminations est envisagé.

Le recours à l'unanimité constitue, dans une Union à 25 ou plus d'Etats membres, une exigence exagérée. Il est dès lors préférable d'avoir recours à la procédure législative générale assortie de majorités renforcées.

.